

22 février 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Transcription du discours du Président de la République, Emmanuel Macron, à la nouvelle génération agricole

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI.

Paris, Palais de l'Élysée – Jeudi 22 février 2018

Bonjour chers Amis,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les Représentants, les Responsables,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires,

Mesdames, Messieurs, chers Amis,

Je suis très heureux de vous recevoir dans ce lieu et j'espère inaugurer une nouvelle tradition que nous allons poursuivre année après année au-delà de ce qui était jusqu'alors prévu et qui sera maintenu au ministère de l'Agriculture au moment du Salon.

J'ai souhaité en effet que nous puissions tous ensemble avoir ce temps d'échanges autour de produits régionaux et donc tous les salons de l'Élysée sont ainsi émaillés de productions diverses et variées, pour fêter cette nouvelle génération agricole. Parce que j'entends comme vous beaucoup de discours sur notre agriculture, j'entends beaucoup de discours négatifs. Ce que je vois, ce que je sais, c'est que d'ici à 2020, donc je ne parle pas des décennies à venir, je parle de demain, maintenant, 40 % des agriculteurs aujourd'hui en activité seront partis à la retraite.

Donc, c'est aujourd'hui que nous sommes en train de faire l'agriculture française et cette nouvelle génération agricole a une responsabilité immense. Et ceci se fait avec une concurrence nouvelle, avec des marchés nouveaux, avec des habitudes sociales nouvelles, avec des technologies nouvelles, une vraie mutation alors même que depuis des années, je le sais beaucoup d'entre vous selon les secteurs et les régions encore plus clairement vivent parfois une crise, des vraies difficultés, n'arrivent parfois pas à se payer. Et donc c'est cette transformation radicale, profonde que nous devons ensemble réussir à organiser et à embrasser.

J'ai pris très tôt dans la campagne présidentielle des engagements pour l'agriculture française, pour les agriculteurs, des engagements qui voulaient regarder en face justement ces défis. Le fait que notre agriculture fait partie de notre patrimoine, de nos paysages, de notre identité profonde, de ce à quoi nous sommes attachés, d'une vraie souveraineté alimentaire, on aime choisir ce qu'on mange, pouvoir savoir où c'est produit, le suivre, que ce soit de qualité et bon pour notre santé. Et que face à ces défis il nous faut penser sa modernisation profonde et aller au-delà des impasses sociales, humaines face auxquelles nous sommes aujourd'hui trop souvent. C'est pour cela que j'ai placé l'agriculture au cœur de l'action gouvernementale.

Rappelez-vous les quinquennats précédents et dites-moi si vous avez eu des Etats généraux de l'alimentation aussi rapidement et des lois qui aillent vers une protection du juste prix payé par les exploitants agricoles, je vous le demande très sincèrement, moi je ne m'en souviens pas. Ce ne sont pas des promesses, c'est un travail collectif engagé dès l'été où je me suis personnellement engagé, qui va déboucher sur un texte législatif au printemps comme je m'y étais engagé. Donc ce ne sont pas des promesses en l'air, ce ne sont pas des déambulations pour plaire, ce sont des actions concrètes qui ont été commencées.

Ne soyons pas naïfs sur ce sujet, on ne réparera pas les difficultés qui sont les nôtres en quelques mois et on ne l'a pas réparé, il y a encore beaucoup de choses qui ne vont pas et dont je veux ici aujourd'hui vous parler. Mais ma volonté, notre volonté, c'est bien de donner un avenir à l'agriculture française et cette volonté ne faiblira pas. Et cet avenir ne se construira ni dans la fermeture ni dans le sacrifice de ce qui nous constitue et du

choix de la qualité que nous avons fait ni aussi dans les fausses promesses ou les faux engagements. Et je ne vous en tiendrai pas parce qu'on l'a trop fait, parce qu'on vous a trop promis que les choses étaient possibles pour après se faire condamner par Bruxelles et vous demander de les rembourser, parce qu'on vous a trop dit qu'on allait empêcher ceci ou cela pour le voir ensuite advenir.

Donc, nous ne pourrons arriver à un résultat concret, nous ne pourrons arriver à la fois être ce que nous sommes et construire l'avenir de l'agriculture française, de cette nouvelle génération agricole que si nous faisons, si nous agissons, nous avons commencé à le faire, mais aussi si nous nous parlons franchement, il n'y a qu'un discours de vérité sur lequel on peut construire les choses. Les urgences qui frappent aujourd'hui le monde agricole rendent encore plus insupportables les postures historiques et mon sentiment c'est que nous ne pouvons plus accepter que certains se posent en grands défenseurs de l'agriculture en paroles mais travaillent dans les actes à maintenir le statu quo et le statu quo il la tue lentement mais sûrement.

Lorsque des filières entières sont aux mains de quelques-uns qui ont organisé leur influence et décident en coulisses du destin de tous c'est que quelque chose ne va pas. Lorsque des intérêts particuliers ou des échéances que je respecte décident de l'attitude qu'on prend c'est que quelque chose ne va pas. L'Etat a sa part de responsabilité et nous la porterons, il y a des choses qui ne vont pas et je veux en parler. Mais chacun a sa part de responsabilité et personne n'a intérêt à jouer la politique du pire, à dire des mensonges, à préférer les élections qui viennent à l'intérêt de sa filière. En tout cas moi je vais être très clair avec vous, je ne construis pas l'ambiance de samedi prochain, je m'en moque totalement, je construis le visage de la France agricole des prochaines années, il n'y a que ça qui m'importe.

Alors, oui, il y a des décisions qui sont parfois difficiles à prendre, oui, il y a des discours de vérité qui ne plaisent pas, oui, il y a beaucoup d'habitudes à changer mais nous allons le faire ensemble parce que nous partageons cette responsabilité et je sais combien vous êtes toutes et tous attachés à cela. C'est le sens de notre réunion aujourd'hui, c'est le sens de ma visite au Salon de l'agriculture samedi, c'est le sens du travail que nous avons commencé et que je veux que nous poursuivions dans les mois et les années qui viennent. Je l'ai dit lors des vœux que j'ai faits au monde agricole dans le Puy-de-Dôme, il y a quelques semaines, la valeur ajoutée, l'ouverture, la planète, ce triptyque sur lequel je crois que nous pouvons construire le nouveau visage de l'agriculture française en étant conforme à nos valeurs.

Je n'y reviendrai pas mais je veux ici de manière très directe revenir devant vous sur quelques dossiers d'actualité qui font parler d'eux et essayer de vous dire comment nous allons très concrètement procéder ensemble à ces transformations. Oui, il y a des dossiers qu'on connaît, on les connaît depuis parfois des années parce qu'ils ne sont pas arrivés depuis le mois de mai dernier et nous sommes en train de les traiter. Je vais vous dire très clairement comment on va faire parce que ça vous concerne au quotidien. D'abord il y a les aides MAEC bien nommées et les aides bio, je sais que beaucoup d'entre vous ont parfois pris le risque, ils ont décidé de faire des changements, ils pensaient qu'ils avaient des aides auxquelles ils avaient droit, elles n'ont pas été payées. Il y avait 30.000 dossiers non payés quand nous sommes arrivés, près de 250 millions d'euros, c'est ça la réalité, en mai 2017. On a pris des engagements, mais monsieur le Ministre le sait, on ne les a pas totalement tenus, on a fait 90 % du travail mais il en reste encore, ça s'est amélioré mais il y a encore 3 à 4.000 dossiers dont je sais particulièrement les apiculteurs qui n'ont pas été aujourd'hui payés sur l'année 2015. On va être très clair, ce sera fini avant la fin du mois de mars.

Ensuite, on a les 50.000 dossiers 2016, ça ça doit être fini au Printemps. On avait pris un engagement qui ne sera pas non plus tenu en totalité, j'en suis sûr vu la difficulté, c'était mars, il faut que sur ce sujet au printemps on l'ait fait. Et l'engagement a été pris fermement et là aussi toutes les dispositions managériales seront prises pour le tenir, c'est que maintenant que tout soit fait en temps. Je remercie les ministres successifs qui ont pris ce dossier d'avoir impulsé ce qu'on vous doit mais je considère que nous ne sommes pas encore en totalité au rendez-vous sur ce point. Et je sais que le ministre s'y investit beaucoup et on mettra à son service tous les moyens pour que nous puissions être au rendez vous. Ce retard des aides MAEC et bio, vous l'avez noté, pour 2015 et 2016 il n'a pas attendu le mois de mai mais nous sommes à la tâche et je crois pouvoir vous dire qu'à la fin de ce premier semestre nous aurons pleinement épongé tous les retards et enclenché les choses.

Ensuite il y a le fameux dossier de l'ICHN, on le connaît, je l'ai évoqué à Clermont-Ferrand, et je sais que toutes les régions de France sont bousculées par ce dossier. Tout le monde sait qu'il est difficile et là aussi c'était la grande hypocrisie parce qu'on sait depuis 2003 que c'est difficile, 2003 où la Cour des comptes européenne dit que nous ne sommes pas en conformité et qu'il y a un problème. Depuis 2013, on sait très bien que notre carte ne marche pas ! Alors j'aurais pu continuer à vous dire, à vous mentir, à vous dire on va les verser et puis on se fera condamner et ensuite on viendra vous rechercher l'argent et avec un peu de chance ce n'est pas les mêmes qui vous le donneront et puis qui viendront vous les rechercher.

Vous croyez que en particulier face à vous qui êtes en train de commencer votre activité ce serait responsable de vous dire ça ? Donc nous n'avons pas fait ainsi, donc c'est plus difficile, j'en conviens, c'est plus difficile que de cacher la poussière sous le tapis comme ça a été fait depuis des années. D'ailleurs beaucoup, je m'en

souviens très bien encore il y a quelques mois, « bon courage, de toute façon on sait très bien comment ça finira, vous n'arbitrerez jamais sur ce sujet ».

Il y a un travail important qui a été fait, il y a 115 cartes qui ont été changées, 115 versions. Et nous l'avons fait, le ministre a présenté mardi le point final, c'est une décision prise sur la carte sans clientélisme ni arbitraire mais sur la base de critères avec des vraies avancées obtenues dans les discussions avec la Commission européenne qui a reconnu des principes de continuité territoriale, qui a permis d'abord d'améliorer le résultat dans les dernières semaines. Au final, il y a 1.380 communes qui sortiront et il y a 4.900 communes qui entrent et plus de moyens alloués à l'ICHN. Mais comme souvent en France ce qui rentre et qui ont les nouveaux moyens ne disent pas merci et assez étrangement ça n'est pas eux qu'on va interviewer prioritairement pour qu'ils puissent s'exclamer en disant « c'est formidable, je n'avais pas l'ICHN, ça va changer ma vie » mais il y en a quand même qui vont y arriver puisqu'on a plus de communes couvertes. Mais je sais l'angoisse pour toutes celles et ceux qui vont aussi sortir parce que c'est une part importante de leurs revenus.

Alors sur ce volet-là il y aura un vrai travail d'accompagnement qui doit dans les prochaines semaines être construit et le ministre s'est personnellement et avec beaucoup de force investi depuis des mois sur ce sujet et va le poursuivre. Il y aura d'abord à partir du 1er janvier 2019 deux années de transition qui seront construites avec vous pour justement lisser les effets, il n'y aura pas brutalement la fin des indemnités, ça n'est pas soutenable et pour personne, et je souhaite surtout, je veux que durant les semaines et les mois qui viennent pour tous ceux qui sont impactés on construise des mécanismes de substitution qui permettront d'accompagner ces changements.

Mais il faut bien se dire les choses dans le même temps, les départements les plus touchés, les communes les plus touchées, il n'y avait plus aucun argument objectif par rapport aux critères donnés par la Commission et qui ne sont pas d'ailleurs compensateurs de handicaps naturels, ils compensent des difficultés de la filière, des difficultés qui leur sont propres, qu'il faut compenser avec d'autres instruments, il faut les aider à aller plus vite, j'y reviendrai, vers la méthanisation, il faut les aider à aller plus vite vers d'autres perspectives, photovoltaïque ou autres, il faut les aider à investir pour en effet être plus rentable mais on ne peut pas se mentir plus longtemps. Donc transition de deux ans et accompagnement résolu sur ce sujet. Mais cette carte, et là aussi ne vous trompez pas, j'entendais des gens qui sont encore sur des versions précédentes, dans les prochains jours le ministre donnera la liste complète par département, il est en train de tout vérifier pour qu'il n'y ait pas d'erreur, mais elle a beaucoup plus de gagnants que de perdants comme je viens de le dire.

Ensuite il y a les inquiétudes sur le Mercosur, en tout cas je crois les entendre, alors sur ce sujet il y a aussi beaucoup de contre-vérités et on voudrait parfois me faire dire des choses que je n'ai pas dites. D'abord des contre-vérités c'est qu'il faut qu'on soit cohérent, on ne peut pas tous les jours venir me dire « ouvrez des marchés, aidez-nous à exporter » mais quand ça nous arrange. Les mêmes qui me disent « ouvrez le marché Turc, ouvrez la Chine, le Japon, négociez un bon accord » et il est bon, très bon, en particulier pour le bœuf, me dire « nous on est contre le commerce ». Ça, ce n'est pas vrai d'abord parce que c'est faux et il n'y a pas d'avenir de notre agriculture s'il n'y a pas une ouverture raisonnée, organisée en matière commerciale.

Ensuite, les discussions avec le Mercosur ont beaucoup de gagnants là aussi, elles en ont beaucoup, et nous sommes en train d'avoir des vrais gains parce que nous avons des intérêts offensifs, la protection des indications géographiques françaises et sur beaucoup de produits agroalimentaire les vins et spiritueux je n'entends pas aussi à juste titre l'enthousiasme qui devrait s'élever mais qui est au rendez-vous parce que l'accord est bon à ce stade. Donc il ne faut pas non plus qu'on soit hypocrite entre nous sur ces sujets.

Après, on sait les difficultés de cet accord, donc j'ai mis des lignes rouges, je ne les ai pas bougées, je ne les ai pas changées et je vais être très clair avec vous sur ce sujet aujourd'hui. Les lignes rouges sont simples et elles ont été respectées, je dois le dire ici, parce qu'on dit souvent du mal de l'Europe et je sais que beaucoup d'entre vous ont toujours été responsables avec l'Europe aussi en sachant reconnaître ce qu'on lui doit. En décembre dernier, on aurait pu conclure un accord Mercosur et parce que la France avait mis des lignes rouges claires la Commission les a respectées et nous n'avons pas conclu ce qui aurait été un très mauvais accord pour nous, donc ça a été tenu. Et un très mauvais accord pas au niveau national parce qu'il était bon pour plein d'autres filières, pour l'agriculture. Donc nous sommes aujourd'hui entendus, respectés et je remercie le président de la Commission européenne d'avoir jusqu'à présent été toujours extrêmement ferme et avoir suivi la position française.

D'abord, soyons clairs, quel qu'accord que ce soit si un accord est conclu parce que ça n'est pas dit et les discussions ont leurs difficultés de part et d'autre, nous on a des lignes rouges mais de l'autre côté les Brésiliens, les Uruguayens en ont d'autres, donc je ne sais pas s'il y aura un accord mais si un accord était conclu il ne rentrerait de toute façon pas en vigueur durant le mandat de la prochaine Commission, c'est-à-dire entre 2019 et 2024. Ce qui nous laisse la possibilité, et c'est ma volonté, d'appliquer ce sur quoi je me suis engagé, et vous avez noté que quand je m'engageais je faisais, d'avoir une vraie Europe qui protège l'alimentation, nos conditions sanitaires et environnementales et les ministres ici l'ont défendu dans les forums

En particulier, nos contraintes sanitaires et environnementales et les ministères qui font des déclarations dans les forums où ils représentent le pays.

C'est donc d'avoir la possibilité qui n'existe pas aujourd'hui de bien contrôler aux frontières la traçabilité, le respect des normes environnementales et sociales. Parce qu'il ne faut pas se mentir, avant même cet accord aujourd'hui nous avons un problème, c'est un problème de protection des consommateurs européens sur leurs marchés parce que notre Europe ne protège pas suffisamment, n'a pas le bon niveau de contrôle de l'alimentation et sanitaire. Donc ça c'est le travail que nous devons faire au préalable et c'est pour moi une ligne rouge, s'il n'y a pas ce travail au préalable je bloquerai la mise en œuvre.

Ensuite, de manière très claire là aussi il n'y aura aucune réduction de nos standards de qualité, de nos standards sociaux, environnementaux ou sanitaires à travers cette négociation. Et pour être très explicite il n'y aura jamais de bœuf aux hormones en France, il n'y en aura jamais, il ne faut pas commencer à jouer avec les peurs des gens. Si on en a aujourd'hui c'est parce que le contrôle est mauvais et il n'y a pas besoin du Mercosur, c'est qu'il y en a qui fraudent, on le sait très bien, qui font rentrer de la viande d'autres marchés, qui vont se faire tamponner en traçabilité dans d'autres pays européens et qui la font débarquer. Mais ne vous trompez pas, ce n'est pas le Mercosur, c'est le fonctionnement actuel de notre marché ! Donc n'allons pas créer des fantasmes, c'est que nous avons un travail à faire pour aujourd'hui quelle que soit cette discussion, c'est notre responsabilité à tous !

Mais cette discussion ne fera pas entrer cela dans notre pays parce que c'est une ligne rouge française, elle a été clairement établie, je l'ai rappelé, et nous devons d'ailleurs, c'est tout le travail qui a été fait sur le CETA par le parlement français depuis le mois de mai dernier, le faire pour toutes les négociations commerciales. Et au mois de mars prochain au Conseil c'est cette vision que je porterai, on doit avoir une approche commerciale cohérente, nos choix sociaux, environnementaux on doit les faire respecter par nos partenaires commerciaux sinon on ne contractualise pas ! Parce que sinon comment je peux vous demander vous d'avoir des contraintes et environnementales et dire de l'autre côté je permets aux consommateurs d'aller acheter un produit qui lui ne les respecte pas, ça n'a plus de sens ! Donc c'est cela maintenant ce que nous allons suivre sur les négociations commerciales à venir à commencer par celle-ci.

Ensuite, quels que soient les quotas négociés il y aura, et c'est un ajout que la France a demandé, une clause de sauvegarde et cela reste une ligne rouge. Qu'est-ce que ça veut dire ? Que s'il y a un marché qui est déstabilisé, des prix qui sont bousculés, on peut suspendre l'application de l'accord, donc en aucun cas on ne laissera une ouverture au marché se faire parce qu'il y a une baisse brutale des prix qui est liée à l'entrée et à l'apparition de nouveaux acteurs. Cette clause de sauvegarde c'est une protection, elle est dans nos lignes rouges. Donc je veux être très clair avec vous, il n'y a pas d'abandon, il y a une fermeté mais il y a aussi un esprit de responsabilité. Certains voulaient qu'on dise « on est contre le Mercosur à cause des impacts », non, on est dans la discussion, on a nos lignes rouges, on les fait respecter, nous avons été respectés constamment par la Commission sur ce sujet mais cet accord est bon pour de nombreuses filières agricoles, cet accord est bon pour l'économie française, nous devons donc le défendre et l'améliorer.

Mais maintenant nous devons aussi la vérité, qu'est-ce que c'est la vérité ? Il y a aujourd'hui 200.000 tonnes qui sont déjà exportées par le Mercosur vers l'Union européenne et la moitié de ces exportations sont faites en dehors de tout contingent d'accord commercial, elles entrent malgré le droit de douanes plein et elles font parfois l'objet de contrôles insuffisants comme je l'évoquer, donc ça c'est un enjeu majeur. Mais ça vous montre aussi que c'est notre intérêt y compris pour le bœuf d'aller négocier le Mercosur parce qu'aujourd'hui malgré le droit de douanes ça rentre et c'est beaucoup plus, largement plus que tout ce qui peut être discuté en termes de quotas ! L'hypocrisie qu'il faut dénoncer derrière c'est est-ce que vous pensez que la difficulté de la filière bœuf est liée au Mercosur ? Il est là le Mercosur, il est ouvert, ça fait combien de temps que dans le bœuf c'est difficile ? Qui peut, dans les yeux, me dire que c'est le Mercosur la cause de son problème ? Personne, personne sauf ceux qui jouent sur un marché fermé, qui ont organisé le marché français pour leurs intérêts propres et qui ont décidé que le marché resterait toujours à leurs mains et durablement, c'est ça la réalité !

Quel est le problème du bœuf en France si ce n'est le fait que hors de la restauration 70 % du bœuf consommé n'est pas français, ce n'est pas le Mercosur, c'est notre organisation, c'est nous tous qui sommes irresponsables, ce sont les mêmes qui ont la main sur le cœur, ces grandes déclarations en disant qu'ils protègent leurs agriculteurs et qui n'ont pas fait ce travail depuis des années ! Alors on va maintenant se retrousser les manches ensemble et je vous promets comme vous le sentez que j'y prendrai ma part mais pas à travers des mensonges, pas à travers des faux semblants, pas à travers des fausses promesses.

Donc le Mercosur nous allons tenir nos engagements et nos lignes rouges elles sont claires mais qu'on ne me présente pas le Mercosur comme l'alpha et l'oméga de la politique française en matière justement de bœuf, en matière de protection. Le jour où nous aurons sur ces 70 % de viande en restauration hors foyer quelque chose d'autre que de la viande importée, c'est-à-dire notre viande, alors là, oui, nous pourrions être fiers mais nous en sommes loin et ça n'est la faute de personne d'autre. Donc on ne cède pas aux vieilles habitudes françaises qui consistent à toujours agiter les peurs, les peurs de l'étranger, c'est faux, le problème c'est le nôtre aujourd'hui,

c'est que nous ne nous sommes pas organisés comme nous devions le faire, c'est que nous avons arrêté d'investir, c'est que nous nous sommes menti à nous-mêmes.

Donc, le problème de la filière bovine c'est de ne pas avoir su se structurer, c'est le manque de confiance entre les éleveurs qui ont abouti à laisser un acteur dominant sur le marché qui tient tout le système et qui fait tous les votes des fédérations. C'est aussi, et nous le savons tous, des personnes qui n'ont pas envie que le système change parce qu'il est bon pour eux même s'il est mauvais pour vous, c'est ça la réalité. Alors, oui, on va bousculer des habitudes, alors, oui, il y en a à qui ça ne fera pas plaisir mais ce n'est pas ça qui m'arrêtera, croyez-moi.

Votre génération, c'est celle qui a pour mission de rebâtir complètement la filière bovine par des investissements dans des maillons de découpe, d'abattage pour faire la reconquête du marché intérieur et pour aussi s'adapter au marché. Et il faut s'adapter au marché. Nos concitoyens – on peut le déplorer –, ils consomment de plus en plus de viande hachée. Est-ce que vous pensez que les gens, quand on leur expliquera et surtout qu'ils goûteront, ils ont envie d'aller consommer de l'aloïau qui a fait 8.000 kilomètres ? Moi, je ne crois pas. Mais le jour où on saura adapter nos structures de découpe et d'abattage en fonction des besoins, d'aller justement vers cette vente, de le faire en circuit court, là, je peux vous dire qu'il y aura du débouché pour les éleveurs français. Et ça, nous allons le faire et nous allons le faire là.

Sur les pesticides, dernier sujet d'actualité sensible et que nous avons eu à aborder ensemble depuis le mois de mai dernier, nous avons besoin de continuer à travailler mais je veux ici saluer l'immense effort, l'immense travail qui a d'ores et déjà été fait. Je rappelle que quand nous sommes arrivés, si les ministres n'étaient pas intervenus, si le ministre d'Etat n'avait pas dit stop alors en Europe, on serait repartis sur 10 ans, en particulier sur le glyphosate. Tout le monde sait que ce n'est pas bon, on le sait très bien. Je veux dire, donnez-moi le rapport qui me dit que le glyphosate est une bonne chose. Personne, même s'il y a des rapports qui disent que c'est moins grave que d'autres. Mais on sait que ça n'est bon pour personne et à commencer par les exploitants agricoles.

On sait que, d'ailleurs, ce sera de plus en plus un facteur de compétitivité parce que le jour où on arrive à le faire bien, en ayant des prix compétitifs, en garantissant qu'on ne l'utilise pas, ce sera un vrai facteur de compétitivité et donc c'était une bonne chose de mettre fin là aussi à l'hypocrisie. Ça a été fait parce que la France a poussé et l'a voulu. Nous voulions obtenir trois ans, on a obtenu cinq ans en Europe.

Mais je veux saluer votre volontarisme. Vous vous êtes engagés – et je vous en remercie parce que rien ne vous y obligeait, hormis ce sentiment partagé d'urgence – à construire un plan en trois ans parce que ce ne sont pas simplement des interdits qu'il faut faire, c'est un plan qui permette de s'organiser, de trouver les solutions organisationnelles, les molécules de substitution quand il y en a besoin, les autres formes d'organisation productive. Et cela, nous sommes ensemble en train d'y travailler et nous avons, on le sait bien, pour 90 % des territoires, une solution crédible sur les trois ans. Et je l'ai dit, je veux qu'on garde ce volontarisme mais avec un principe simple auquel je m'engage à nouveau devant vous aujourd'hui : personne ne sera laissé sans solution.

Jamais je ne demanderai à quelqu'un d'abandonner une pratique productive si elle lui fait perdre de l'argent ou qu'il n'y a pas une vraie substitution qui lui garantit qu'il peut tout à fait vivre du prix payé en arrêtant le glyphosate. Mais c'est ça le cœur de ce que nous sommes en train de construire et nous avons là réussi à aller au-delà de ce qui était une impasse depuis plusieurs années parce que nous avons parlé franchement et parce que nous avons ensemble là aussi relevé nos manches.

Cette mise en mouvement qui semblait impossible, elle sera faite et c'est une nécessité aussi pour les sols en France. 20 % des sols français présentent un risque important d'érosion, plus encore présentent un risque de ne plus être utilisables dans la durée et c'est votre génération qui en payera les pots cassés si nous ne faisons pas justement cette transition. Et nous sommes en train de montrer en actes qu'il y a une vraie réconciliation entre l'écologie, l'économie, entre l'écologie et notre agriculture parce que je sais que c'est ce que vous vivez au quotidien.

Alors, justement, votre génération, c'est celle qui vit l'environnement comme une opportunité, celle qui aura à vivre cette transformation. Et au-delà de ces sujets de court terme sur lesquels je voulais revenir, comme vous l'avez compris, avec beaucoup de franchise et beaucoup de clarté pour dire ce que nous sommes en train de faire et où nous sommes, il y a l'avenir à construire. Cet avenir à construire, c'est celui qui va permettre aussi de changer de posture, de passer de l'exploitant agricole à l'entrepreneur agricole, ce que vous êtes. Et dans cette période où le court et le long terme sont en train de se croiser, il faut constamment s'adapter et il y a un mot clé, c'est la confiance. Et cette confiance, vous l'avez et je l'ai aussi. Et cela suppose que nous croyions en nous, en notre capacité à changer les choses et donc que nous donnions des perspectives claires.

Nous avons les atouts pour mener une vraie révolution culturelle. Le premier, c'est de se construire un cap stratégique filière par filière en France pour permettre de vivre du prix payé, améliorer encore la qualité et avoir une stratégie de filière très précise. Les médias ont parlé du discours de Russie, ils ont parlé du discours de l'Union européenne, mais ils n'ont pas parlé de la stratégie de filière que nous avons construite.

une stratégie de filière très précise. J'en ai parlé au discours de Rungis, j'y suis revenu aux vœux au monde agricole, vous avez fait un énorme travail ces derniers mois et je vous en remercie et il va se parachever par le texte qui sera, dans quelques semaines, présenté au Conseil des ministres et qui passera au Parlement au printemps avec une large partie sous forme d'ordonnances, comme je m'y étais engagé. C'est l'émancipation par la fixation de son prix et de sa stratégie.

Ces Etats généraux de l'alimentation vont permettre, d'abord, de s'organiser en adaptant le droit de la concurrence, d'avoir des organisations de producteurs qui permettront de négocier avec le transformateur et le distributeur les bons prix, d'avoir une construction du prix qui parte des coûts d'investissement et de production et pas de la volatilité des prix de marché, de mettre fin ... d'augmenter de 10 % le seuil de revente à perte qui permettra de négocier de la valeur et d'avoir de la transparence filière par filière. Mais la clé de tout ça, c'est surtout que vous puissiez vous organiser au sein de ces organisations de producteurs et qu'on leur donne la possibilité de négocier les prix parce que c'est ça. Je sais bien que quand on parle de transparence, il y en a beaucoup qui doutent, qui disent : « Ils ne respecteront jamais, il y en a qui n'ont toujours pas donné la transparence. » Ceux qui n'ont pas donné la transparence, on les poursuivra jusqu'au bout, rassurez-vous. Mais je sais bien que la transparence, ça ne suffit pas.

Donc les organisations de producteurs, c'est un vrai changement parce qu'on va leur donner la possibilité de négocier le prix, de se regrouper, d'avoir la taille critique par rapport aux distributeurs ou au transformateur qui est aujourd'hui votre interlocuteur et de ne pas avoir aujourd'hui ces 60.000 producteurs qui disputent parfois dans certaines filières avec un ou deux transformateurs et avec encore parfois le même nombre de centrales d'achat.

Donc, ça, c'est une vraie transformation et l'augmentation du seuil de revente à perte de 10 %, c'est la possibilité justement de décontraindre cette pression insupportable que vous aviez depuis des années sur les prix. Mais c'est la possibilité qui est offerte tout simplement de vivre du juste prix payé. Et moi, j'ai toujours été attaché à ça. Ce que vous demandez, ce ne sont pas des subventions, vous demandez un système qui arrête d'être fou, qui arrête de sous-payer les gens, qui arrête de dire : je vous achète votre lait mais il est X centimes de moins que ce qu'il vous coûte à produire. Parce que si c'est ça, on ne produira plus rien.

Mais ce qui a été très important dans cette démarche des Etats généraux de l'alimentation, c'est la stratégie de filière qui a été construite par vous derrière parce que cet oxygène qu'on rend, légitime, il doit permettre aussi de réorganiser les filières. Je parlais du lait à l'instant, pourquoi il y en a qui s'en sortent et d'autres non ? Parce qu'il y en a qui se sont déjà organisés entre producteurs, qui ont su négocier, parce qu'il y en a à côté qui ont su monter en valeur, aller chercher des indications géographiques ou des OP, aller chercher justement la transformation, investir sur l'aval. Ils ont eu un début de stratégie de filière. Et donc, avec vous, ce que nous devons faire, c'est accompagner cette stratégie.

Donc, le travail qui a été rendu, c'est celui qui va justement permettre, filière par filière, d'avoir une stratégie à l'export, en transformation, en montée de qualité, en passage vers le bio, vers le circuit court. Et comme je l'ai souvent dit, pour moi, il n'y a pas un seul modèle qui vaut, il y a des modèles complémentaires, mais en ayant une stratégie claire, territorialisée qu'on accompagne. Et ça, c'est ce que nous allons faire ensemble et c'est ce que les Etats généraux ont permis. On a maintenant la feuille de route et on va la faire vivre à travers divers dispositifs et quelques engagements clairs que je veux réaffirmer ou prendre devant vous.

D'abord, pour que cette stratégie du juste prix payé et stratégie de filière pour continuer à développer et être les entrepreneurs agricoles que vous êtes, pour qu'elle puisse réussir, on doit : 1) vous assurer une gestion du risque. Et pour moi, c'est au cœur de la prochaine PAC. Vous l'avez beaucoup poussé. Je veux une Europe qui protège davantage et qui protège en particulier avec une réserve de crise pluriannuelle à 27 et des outils de régulation par filière. Quand il y a des chocs de marché ou climatiques, le but premier de l'Europe, ça doit être de protéger de ces grands changements. Et là-dessus, c'est l'objet de certains plans que nous avons conçus et qui seront traduits dans la PAC.

Alors, là aussi, la grande difficulté, c'est qu'on est en train de le construire. J'y reviendrai, on a un rendez-vous pour le printemps prochain qui est très important et je sais bien que parfois, vous avez des signaux contradictoires sur ce sujet. J'ai dit à Clermont-Ferrand : moi, je veux un Plan Protéines. On va le faire, croyez-moi, je ne lâcherai pas l'affaire comme ça. Mais dans le même temps, ceux qui font du veau bio ou du veau sous la mère, ils voient leurs aides qui sont annulées. Mais pourquoi ? Parce qu'on a fait des bêtises. Non, mais c'est ce qui s'est passé. Donc ces bêtises, elles seront sanctionnées pour ceux qui les ont faites parce que la France a proposé des aides qui n'étaient pas conformes au droit européen.

Donc on a commencé à donner, sur ces sujets, des aides aux gens en disant : « On ne peut pas vous les donner parce qu'elles sont en fait interdites. » On se ridiculise, je le dis franchement. Donc, ça, c'est terminé. C'est pour ça que je veux qu'on construise ces plans avant de construire la PAC parce qu'on a jusqu'alors continuellement bousculé, trituré en cours de gestion. Mais pour être très clair, nous allons donc construire les aides qui conviennent pour un Plan Protéines, pour la gestion du risque, pour qu'il puisse y avoir justement

dans la PAC une gestion de la transformation et du risque pris par les agriculteurs qui soit pleinement accompagnée. Ça, c'est un des objectifs de la PAC à venir.

Quand je parle de gestion du risque, je parle aussi de la fiscalité agricole. Et là-dessus, je l'ai dit à Clermont-Ferrand il y a quelques semaines, je sais que c'était attendu par beaucoup depuis plusieurs années, vous vous êtes beaucoup battus, mais nous allons mettre en place la refonte complète des déductions fiscales pour aléas et investissement – les fameux DPA-DPI – et mettre en place cette vraie réforme de la fiscalité agricole qui permettra l'épargne de précaution et qui permettra donc d'avoir une fiscalité qui accompagne dans la durée, en particulier quand ils ont à gérer des aléas ou du risque, les exploitants agricoles et ce sera dès la loi de finances pour 2019 donc à l'automne prochain.

Ensuite, il faut vous assurer la stabilité des dispositifs. Nous manquons aujourd'hui – et on le voit dans toutes les péripéties du quotidien – de stabilité et de clarté dans l'organisation de notre Pac et sa gestion. Plus personne ne comprend ce que fait l'Etat et ce que font les régions. Parfois les acteurs eux-mêmes ne le comprennent plus et on n'arrête pas de changer les choses. Je vous fais grâce des discussions homériques pour savoir, quand on transfère du pilier 1 au pilier 2, personne n'y comprend rien mais enfin tout le monde comprend que c'est un problème le jour où on le fait, pourquoi ?

Il y a toujours des experts qui comprennent en détail, nous savons de quoi nous parlons, mais quand les médias en parlent et voient la réaction, ils ne comprennent pas la cause parce que ça paraît éminemment technique. Mais c'est dû à quoi ? C'est dû au fait que nous avons une très grande instabilité des décisions que nous prenons au sein des PAC. On change tout le temps de priorité. Donc là, comme on a fait un travail, vous avez fait un travail remarquable dès le début du quinquennat, vous avez décliné des plans de filières, on est en train de construire notre stratégie nationale. Ce que j'ai souhaité, c'est que pour le mois de mai – et je clôturerai ce rendez-vous de travail –, nous ayons défini notre stratégie en détail des instruments, des engagements financiers de la PAC que nous défendrons ensuite au niveau européen.

D'abord, parce que c'est plus clair entre nous. Ce n'est pas l'Etat qui va aller défendre, sans que ce soit clair pour tout le monde agricole, ses priorités pour la PAC. Et ensuite, il faut que les plans de filières, nos priorités nationales, elles soient retranscrites dans les bons instruments parce que moi, je ne veux pas avoir dans deux ans ou trois ans les mêmes bricolages à faire que nous avons dû faire ces derniers mois et qui sont faits depuis des années et des années. Donc on doit être cohérents. C'est l'objectif pour le mois de mai prochain. Et de la même façon, nous devons avoir une organisation parfaitement claire entre ce qui relève de l'Etat et ce qui relève des régions.

Autre point pour accompagner cette transformation et que nous vous devons, c'est sur le foncier. Nous devons préserver les terres agricoles et attirer de nouveaux talents qui auront des projets très variés. Nous devons à cet égard inventer les outils de portage de foncier innovant, faciliter le portage entre générations. Donc le premier point qu'on avait évoqué depuis plusieurs mois, c'est l'accompagnement justement des jeunes à reprendre le foncier. Nous devons – et ça, je souhaite qu'on puisse le faire pour le mois de mai pour qu'il puisse y avoir une cohérence de tous nos instruments – imaginer des systèmes de préretraite agricole avec une sortie progressive de l'activité pour permettre à un jeune de s'installer.

Parce que, quel est aujourd'hui le problème ? Pourquoi c'est cher pour un jeune de reprendre ? Parce qu'en fait, c'est la retraite ou de ses parents ou de ceux à qui il reprend, on le sait très bien. Enfin c'est ce que vous avez vécu. Et donc, si on commence à dire : on va alléger le coût pour le jeune, il faut qu'on ait un dispositif crédible pour la personne qui arrête son activité. Donc c'est sur ce mécanisme qu'on doit travailler pour accompagner cette transformation. J'avais pris des engagements et je sais que vous voulez y retravailler parce que vous avez des idées qui sont peut-être plus intelligentes sur les prêts d'honneur pour les jeunes agriculteurs. Donc là, je suis à l'écoute et à disposition de toutes vos propositions pour le mois de mai, mais je souhaite que nous puissions fortement traiter ce problème du foncier, en particulier pour le plus jeunes et en particulier compte tenu du défi de renouvellement qui est à venir et parce que, comme je le disais, on aura dans les quelques années à venir un vrai renouvellement qui impose de prendre en charge ce problème.

Nous devons aussi prioritairement recentrer le contrôle des structures sur les opérations qui le justifient et redéfinir le rôle et la gouvernance des SAFER et je suis très attaché à ce que nous puissions accroître le contrôle, la maîtrise des terres agricoles et du rachat des terres agricoles. On parle aujourd'hui beaucoup d'investissements sensibles et stratégiques, je vous le dis très clairement ici, pour moi, les terres agricoles en France, c'est un investissement stratégique dont dépend notre souveraineté. Et donc on ne peut pas laisser des centaines d'hectares rachetés par des puissances étrangères sans qu'on sache la finalité de ces rachats. Nous mettrons donc très clairement sur ce sujet des verrous réglementaires et nous travaillerons avec vous et avec les SAFER pour mettre fin à ce qui est en train de se passer.

Vous accompagner, cette également réformer la protection sociale. Nous devons permettre aux jeunes femmes agricultrices de pouvoir prendre leur congé maternité, nous devons vous permettre, comme tout entrepreneur,

d'avoir un peu de temps libre et des congés et, si nous ne savons pas proposer ces modes de vie urbains, comme disent certains, comme si on vivait différemment jusqu'à un certain point de la ville et commencer à avoir des droits différents dans la campagne, si on ne sait pas donc proposer ces modes de vie que certains appellent urbains dans nos campagnes, je ne vois pas comment on attirera la nouvelle génération. Et donc, dans les refontes des dispositifs que nous sommes en train de faire, la retraite en premier lieu, mais également pour moi, la santé et les droits, nous devons faire converger nos systèmes et donner aux jeunes entrepreneurs agricoles les mêmes droits que les autres secteurs d'activité. Les mêmes droits parce que ce qui se passe aujourd'hui n'est juste plus possible et il y a des contraintes que vous avez choisies parfois et dont je connais la difficulté quand on est en particulier éleveur et qu'on connaît, on ne sait pas ce que c'est véritablement qu'un jour férié, que les horaires, mais à côté de ça, on doit avoir des droits. Et ce n'est pas le fait d'être dans l'élevage qui justifie qu'on n'a pas les mêmes droits que les autres concitoyens qui sont dans d'autres secteurs économiques. Et donc, ça, nous allons le corriger.

Enfin, vous accompagner, c'est aussi l'objectif – et je terminerai sur ce point – du grand plan d'investissement. Alors un travail doit être poursuivi dans les prochaines semaines sur ce sujet parce que je veux qu'on fasse monter tous les projets concrets, il n'y en a pas encore assez. Mais ce grand plan d'investissement agricole, c'est celui que j'avais évoqué dans la campagne, ce sont ces 5 milliards d'euros pour accompagner la transformation. Pourquoi ? On doit vous permettre de vivre du prix payé. C'est le but des Etats généraux de l'alimentation, mais il y a parfois des transformations profondes qui nécessitent un investissement et qui nécessitent un investissement ou en subventions ou en garantie ou en fonds propres que vous ne pouvez pas assurer compte tenu, aujourd'hui, de la rentabilité et de votre quotidien. Or, ces changements sont indispensables.

Le système actuel, qui est essentiellement fondé sur les subventions directes aux agriculteurs, il n'accompagne pas assez la prise de risque, les projets vraiment transformants et c'est donc ça le but de ce grand plan d'investissement. Et les faiblesses structurelles que nous avons dans certaines filières agricoles et alimentaires françaises sont marquées par des retards d'investissement par rapport à nos grands compétiteurs européens. Je parlais tout à l'heure de l'élevage et de l'abattage, on a un vrai problème de retard d'investissement. En France, la moyenne d'âge des bâtiments dans la volaille et dans le porc, ce sont entre 20 et 25 ans et on doit donc investir dans des bâtiments qui sont des meilleures conditions de travail pour les éleveurs, un meilleur confort pour les animaux qui permettent d'utiliser le moins d'antibiotiques. Et donc c'est bon pour tout le monde.

Mais je sais bien la difficulté collective qu'on a depuis des années et ce qui a rendu insupportables certains débats et qu'on disait : « Pourquoi vous ne faites pas ces changements qui sont bons pour les animaux ? » Parce qu'on prend bien souvent davantage le biais de l'animal que de l'homme sur ces débats. Les deux sont liés. Mais parce qu'on ne peut pas le faire ! Parce que ceux qui vivent dans justement les structures d'élevage qui sont les plus datées, les plus vétustes, où eux-mêmes travaillent mal et où leurs bêtes ne sont parfois pas dans les meilleures conditions, ils ne peuvent pas le faire ! C'est très dur d'investir ! Et donc ce grand plan doit mettre fin à cette impasse dans laquelle on a plongé trop de monde dans notre pays.

C'est pourquoi je souhaite qu'on investisse dans la modernisation des structures en recensant, territoire par territoire, celles qui ont besoin d'être accompagnées pour aller vers cette transformation. Et donc, d'ici au mois de mai, je souhaite qu'on finalise le recensement de l'ensemble de ces structures, de ces bâtis et de ces organisations et que ce soit cohérent avec notre plan filières. On doit également investir sur les maillons d'abattage et de découpe pour reconquérir le marché national, comme je l'évoquais tout à l'heure, sur la viande, répondre aux attentes de consommateurs, relocaliser les maillons manquants de la transformation dans nos territoires. Alors, ça, ça ne va pas plaire du tout à certains, je vous le dis tout de suite, mais on va devoir le faire parce que c'est indispensable, parce que sinon on construira notre affaiblissement progressif.

On doit aussi investir pour répondre à l'objectif de 50 % de produits bio, locaux ou écologiques dans la restauration collective, ce qui suppose évidemment d'agir sur l'agriculture, sur les filières de transformation, sur les plateformes de logistique et de stockage, y compris quand des agriculteurs eux-mêmes ont décidé d'aller sur l'aval. Et donc, très concrètement, ce sera dans les priorités de ce grand plan de 5 milliards. L'objectif de ce plan d'investissement agricole, ce sera de vous accompagner à la fois en amont et en aval. Et donc, pour ce faire, nous allons élargir les modes de financement pour prendre en compte les évolutions en cours et permettre à des jeunes agriculteurs justement de démarrer dans le métier dans les meilleures conditions en offrant plusieurs solutions adaptées au projet de chacun. Et c'est pourquoi nous avons décidé de développer des instruments financiers à meilleur effet levier pour toucher un plus grand nombre d'entreprises agricoles.

On souhaite mieux coordonner les financeurs pour bien articuler là aussi les approches par filière et par territoire et c'est pour ça qu'il y a deux, trois points sur lesquels je voulais être très précis avec vous parce que je sais que ce sont beaucoup de vos angoisses du quotidien. Nous allons donc mettre en place dans le cadre de ce plan un nouvel instrument de 1 milliard d'euros de prêt garanti parce que je sais que c'est ce qui est attendu par beaucoup au moment de l'installation. Et donc il y aura une enveloppe spéciale de 1 milliard d'euros de prêt garanti. C'est un travail qui a été conduit et qui est finalisé avec la Banque européenne d'investissement. qui

garantir. C'est un travail qui a été conduit et qui est financé avec la Banque européenne d'investissement, qui sera géré au plus près des territoires. On est en train de voir s'il faut le gérer au niveau régional ou national. Ça fera partie des travaux techniques d'ici au mois de mai, mais la poche est prévue au sein de ces 5 milliards.

Les garanties personnelles demandées aux entreprises personnelles seront réduites très fortement. Aujourd'hui, on vous demande 130 % de garanties en moyenne, nous les passerons à 20 % et les conditions financières, parce que, justement, il y aura un mécanisme de garantie publique d'accompagnement, permettront d'avoir un effet positif sur la trésorerie. Et donc le mécanisme d'accompagnement qui sera ainsi structuré permet de réduire les garanties financières parce qu'elles sont aujourd'hui demandées uniquement par vos partenaires bancaires. Et donc nous allons mettre en place une forme de garantie publique pour les jeunes dans le cadre de financements des investissements qu'ils auront besoin de prendre.

Nous accompagnons aussi les projets d'investissement pour réduire l'utilisation des pesticides, les projets de diversification des revenus agricoles ou les projets d'investissement dans des bâtiments d'élevage qui anticipent les demandes des consommateurs, qu'elles soient en matière justement de réforme des filières, qu'elles soient en matière de modernisation, de bien-être animal, dans une démarche concertée par filière. Vous avez pu d'ailleurs dans les plans de filières cibler collectivement un certain nombre de ces priorités.

Nous mettrons également dans le cadre de ce plan en place un fonds de prêt à la méthanisation à hauteur de 100 millions d'euros avec BFIFRANCE, en même temps que nous sommes en train de finaliser – ce sera annoncé la semaine prochaine – un plan de profonde réforme des règles de développement des méthaniseurs parce qu'aujourd'hui, c'est trop compliqué, ça vous prend beaucoup trop de temps et, pour nombre d'entre vous, en particulier parfois ceux qui sont dans les filières en difficulté, le développement d'une activité de méthanisation, c'est la possibilité d'avoir un revenu complémentaire extrêmement structurant. Et donc, dès la mise en œuvre de ce plan, c'est-à-dire d'ici à l'automne, nous aurons la possibilité d'accompagner ces projets avec ce fonds de prêt à la méthanisation.

En aval, nous voulons aussi vous accompagner en renforçant justement, pour les circuits courts comme pour l'export, les investissements et l'accompagnement des investissements absolument indispensables. On doit investir sur le maillon abattage-découpe dans nos territoires, on doit créer des légumeries pour répondre à la restauration collective, on doit mettre en place des plateformes d'approvisionnement partagé. Tout ça, ce sont aussi des investissements qui, pour répondre aux objectifs de restauration collective que nous avons pris, nécessitent d'investir pour permettre aux agriculteurs de mieux les contrôler et de mieux se rémunérer, nécessitent que vous portiez les investissements. Et donc c'est pour ça qu'on veut vous accompagner dans ce portage et que vous ne soyez pas dépendants de quelques acteurs monopolistiques de la transformation ou de la distribution. C'est l'objectif aussi du plan et c'est ce que nous ferons.

La filière agroalimentaire a un besoin global d'investissement si nous voulons prendre pied justement sur les nouveaux débouchés export, comme ceux que nous sommes en train d'ouvrir, si nous voulons construire notre propre souveraineté et réussir sur notre territoire. C'est pourquoi aussi nous lancerons avec BPIFRANCE un nouveau dispositif dédié d'investissement direct en fonds propres, avec une enveloppe de 200 millions d'euros pour prendre des participations minoritaires dans des TPE-PME et pour accompagner justement des jeunes structures ou des structures qui sont encore modestes dans les développements et les acquisitions qu'elles doivent faire pour aller plus loin.

Nous renforcerons si le fonds de prêt sans garantie ouvert aux entreprises agroalimentaires de BPIFRANCE, avec une démarche proactive vers les PME et les ETI agricoles. Ainsi, nous nous fixons un objectif d'un minimum de 1,4 milliard d'euros de prêt sans demande de garantie sur la mandature en faveur du secteur agricole. Et c'est aussi sur la recherche qu'il nous faudra investir. L'INRA doit investir sur la recherche fondamentale, les instituts techniques dans la recherche appliquée, les Chambres devront jouer un rôle moteur sur la vulgarisation et l'essaiage des bonnes pratiques et cela fera évidemment partie des dispositions indispensables que nous prendrons pour permettre non seulement l'innovation, mais les transferts d'innovation, la valorisation des bonnes pratiques et l'accompagnement des transformations qui vous sont demandées.

Ce plan d'investissement accompagnera aussi les objectifs en matière de bio. Nous avons aujourd'hui un déficit commercial de 1 milliard d'euros en bio, ce qui est quand même fou. Et donc nous pouvons le compenser, nous devons le faire ! Le plan Ambition Bio doit nous permettre d'atteindre l'objectif de 15 % des surfaces en bio d'ici 2022, avec une priorité donnée à la conversion dès 2018 pour accompagner la tendance et un renforcement du fonds Avenir Bio. Durant le Salon, des annonces concrètes et précises seront faites sur ce sujet mais elles nécessitent que nous ayons de notre côté clarifié les retards de paiement que j'évoquais en début de propos. Donc je sais ce que nous avons aussi à faire mais nous devons, dans les années qui viennent, combler ce retard et nous pouvons de faire avec les plans filières, le plan Ambition Bio et les investissements qui sont ainsi prévus.

Nous devons aussi saluer la mise en mouvement de certains acteurs économiques qui ont choisi de s'engager

dans ce projet de transformation et je crois pouvoir vous dire que nombre d'entre vous ici sont des acteurs majeurs justement de cette entreprise. Les Etats généraux de l'alimentation ont montré que, dans toute la filière, il y avait de nombreux transformateurs, il y avait de nombreuses entreprises de l'agroalimentaire, il y avait des distributeurs de proximité, des marchés que nous connaissons et aimons beaucoup qui se sont engagés à vos côtés. Et donc l'ensemble de ce plan ne fonctionnera que si filière par filière, nous savons évidemment traquer tous les excès, ce que nous avons commencé à faire et ce que nous allons poursuivre, mais si nous savons aussi saluer l'effort de transition que de nombreux acteurs ont su accompagner et l'engagement qu'ils ont su prendre à vos côtés.

Cet engagement, il va se poursuivre, il nécessite un engagement plein et entier de nos concitoyens et je le dis ici aussi avec beaucoup de force, nous sommes en train de faire la pédagogie collectivement que produire, ça a une valeur, c'est un vrai métier, on doit pouvoir en vivre dignement et que ce qui est produit par notre agriculture doit être payé au juste prix, pas parce que ça arrange certains, parce qu'on paye tous au juste prix sinon on ne produit plus. C'est un élément de notre santé, de la santé de nos enfants, de notre souveraineté et des choix que nous faisons parce que si on ne fait pas ça, demain, votre génération ou nos enfants ne pourront plus choisir ce qu'ils auront à manger et que donc se battre pour un prix qui est toujours moins cher, ça n'est pas aider les gens et c'est en quelque sorte même jouer avec la misère de certains.

Et donc la pédagogie que nous devons continuer à faire, c'est celle que certains font sur la misère qui existe dans notre pays. On lutte contre cette misère par cette volonté de remettre tout le monde dans l'activité professionnelle, de redonner de la dynamique justement à notre pays, de permettre à chacun poursuivre dignement sa vie et de vivre de son travail, ce que vous faites au quotidien. Mais on doit aussi faire notre part – et je sais que vous la faites mais je veux ici le dire avec beaucoup de solennité –, on doit porter cette pédagogie et ces valeurs. On ne construira jamais une nation forte sur des mensonges là non plus et ceux qui disent qu'on peut toujours proposer moins cher, que les choses n'ont pas en fait de vraie valeur, qu'on peut vendre à quasi rien des produits qui ont pris des mois à sortir de terre, qui sont du labeur, qui sont des matins qu'on n'a pas comptés et des nuits qu'on n'a pas comptées, ils mentent aux gens. Et donc cette pédagogie, nous devons continuer à la faire parce qu'elle fait aussi partie d'un engagement collectif profond dont nous avons besoin.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire ce midi, au-delà de du moment convivial que nous avons commencé et que nous allons continuer à partager ensemble, mais avec un message, comme on dit dans l'armée, parce que j'ai fait mes vœux aux agriculteurs et à l'armée en début d'année, un message fort et clair : je ne suis pas là pour plaire, je suis là pour faire. Alors, oui, ce que nous sommes en train de faire collectivement, il y en a à qui ça ne plaît pas parce que ça fait bien longtemps qu'ils vivent sur la déconfiture de certains secteurs et agriculteurs et la misère d'autres, qui font semblant d'être les sauveurs de ce qu'ils sont en train d'exploiter depuis des années et des années.

Oui, il y en a qui ne seront pas contents parce que c'est plus simple de vivre sur des mensonges, d'aller agiter la peur de ce qui n'est pas là pour expliquer les difficultés d'aujourd'hui ou d'il y a 10 ans et je sais que je les croiserai et samedi et dans les mois et les années qui viennent. Je les regarderai toujours les yeux dans les yeux parce que je vais vous dire une chose, je penserai à vous, je penserai à un point : leur réaction d'aujourd'hui, elle m'importe peu, elle sera oubliée demain, l'actualité chassant une chose après l'autre. Ce dont je serai débiteur, comme vous, parce que je suis de cette génération, tout le reste de ma vie, c'est de savoir si j'ai pris les bons choix pour l'agriculture française ou pas.

Donc, si je vous mens aujourd'hui pour des succès d'estrate, je le paierai beaucoup plus cher demain. Si je vous mens aujourd'hui, ça vous fera peut-être plaisir mais c'est vous qui le paierez et cash demain ou après-demain. Donc on n'a qu'un pacte, c'est un pacte de vérité, de responsabilité et de courage parce qu'il y a eu trop de décennies où on se promenait en tapotant les vaches pour parler pudiquement, où tout se passait bien et où derrière en fait, ça ne se passait pas si bien au quotidien. Alors il n'y aura pas de miracle, je vous rassure, ni demain ni le mois prochain, ni dans deux mois ni dans trois mois. Je ne fais pas de miracle mais je crois que nous avons ensemble dressé un constat exigeant, vrai, des défis qui sont les nôtres. On a dessiné des accords, parfois des désaccords parce qu'on ne peut pas être d'accord sur tout ou sur certains sujets, mais on ne se mentira jamais et on fera ensemble. Je vous remercie et merci à vous pour chaque jour.